



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/30/15
24 février 2000

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Trentième réunion
Montréal, 29-31 mars 2000

PLAN D'ACTIVITÉS DE LA BANQUE MONDIALE POUR L'AN 2000

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

OBSERVATIONS

1. La vingt-neuvième réunion du Comité exécutif a examiné les projets de plans d'activités des agences d'exécution et a proposé des recommandations précises sur les modifications à y apporter. Ce document comprend un sommaire des activités prévues par la Banque mondiale pour l'an 2000 et les faits saillants des changements apportés au projet de plan d'activités de la Banque depuis la vingt-neuvième réunion. Il précise les indicateurs de rendement du plan d'activités de la Banque mondiale et propose des recommandations aux fins d'examen par le Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances.

Activités prévues par la Banque mondiale pour l'an 2000

2. La valeur totale des projets d'investissement que proposera la Banque mondiale en l'an 2000 devrait atteindre 55,7 millions \$US (comprenant les coûts des agences et 15 % de surprogrammation) découlant des coûts de préparation de projets de 2,22 millions \$US (comprenant un report prévu de 641 000 \$US des préparations de projets approuvées en 1999 et 29 000 \$US en préparation de projets pour les imprévus).

3. Ce niveau de financement devrait donner lieu à l'élimination de 14 217 tonnes PAO. Les parts les plus importantes de ce financement sont destinées aux secteurs de la production (24,8 million \$US) et des mousses (7,5 millions \$US). La Banque demande au moins 1,0 million \$US en 2000 pour la préparation de projets qui seront proposés en 2001 et plus tard.

4. La Banque devrait présenter des demandes atteignant 757 000 \$US (comprenant les coûts des agences) pour le renouvellement du renforcement des institutions en 2000.

5. La liste des imprévus de la Banque mondiale, présentée au tableau 5b, comprend des projets pour sept pays (Chine, Inde, Malaisie, Pakistan, Thaïlande, Turquie et Uruguay) dont la valeur totale s'élève à 8,97 millions \$US. Ces projets remplacent les projets qui éprouvent des problèmes associés aux politiques comme par exemple la production de CFC en Argentine (348 000 \$US); le secteur des mousses en général (1,7 millions \$US); le projet d'investissement pour le bromure de méthyle au Chili (696 000 \$US); le recyclage dans le secteur de la réfrigération en Équateur; la production de halons en Inde (0,5 million \$US); les différents secteurs de la Malaisie (435 000 \$US); la réfrigération dans les trains au Pakistan (870 000 \$US); les différents secteurs de la Thaïlande (435 000 \$US) et la réfrigération commerciale en Turquie (3,4 millions \$US).

Changements apportés au projet de plan d'activités

6. Après avoir pris connaissance du plan d'activités de la Banque mondiale, le Comité exécutif a demandé à la Banque mondiale d'établir la version définitive de son plan d'activités à partir de son projet de plan d'activités (décision 29/18). Les changements apportés par la Banque mondiale à son plan d'activités ont eu les résultats suivants :

- Augmentation de 7 à 14 du nombre de pays pour lesquels un projet sera présenté.

- L'élimination de CFC prévue est passée de 1 725 tonnes PAO à 3 162 tonnes, selon le paragraphe 30 de la version finale du plan d'activités.
- La réduction de la valeur du PAO pour plusieurs projets contenus dans le projet de plan d'activités qui devraient être présentés en 2000.
- Le retrait des demandes de préparations de projets, comme par exemple la préparation d'un projet pour le secteur de la production au Venezuela (110 000 \$S) en attendant que le Venezuela s'engage envers l'élimination, et le bromure de méthyle en Chine (100 000 \$US) car la Banque n'a pas reçu d'indication précise concernant l'intention de la Chine de ratifier l'Amendement de Copenhague en 2000.

7. La Banque a ajouté des activités dans les pays suivants :

- Argentine : réfrigération commerciale et préparation de projet sur la production de CFC.
- Chine : mousse rigide et préparation de projet sur la production de tétrachlorure de carbone/TCA.
- Colombie : climatiseurs d'automobiles, compresseurs et solvants.
- Équateur : recyclage en réfrigération.
- Inde : production de halons.
- Indonésie : secteur des mousses – ce projet a déjà été préparé à l'extérieur des plans d'activités de la Banque.
- Jordanie : halons, mousses et aérosols.
- Malaisie : solvants – ce projet a déjà été préparé.
- Mexique : réfrigération commerciale – projet du secteur des utilisateurs finaux qui éliminera 12 tonnes au coût de 435 000 \$US à un rapport de coût-efficacité de 38 \$US/kg?
- Thaïlande : halons et mousse de polyuréthane rigide – ce projet a déjà été préparé.
- Turquie : aérosols, mousses, halons, bromure de méthyle, solvants et réfrigération domestique – le projet de bromure de méthyle a été reporté de la dernière réunion. Les projets proposés dans le secteur de la réfrigération consistent en deux projets dont les coûts d'investissement ont déjà été approuvés par le Comité exécutif. La nouvelle demande porte sur les coûts d'exploitation.
- Uruguay : mousse à pellicule externe incorporée.

Changement dans la répartition par secteurs

8. La Banque a réduit la valeur de plusieurs projets sectoriels de 9 millions \$US à 1 million \$US. Cette diminution a entraîné une augmentation dans d'autres secteurs. La Banque présente des projets de 2,195 millions \$US dans le secteur des solvants et de 100 000 \$US dans le secteur des aérosols, alors qu'aucun financement n'était prévu dans ces deux secteurs. Il y a eu une augmentation de 2,2 millions \$US dans le secteur de la réfrigération, de 648 000 \$US dans le secteur des mousses, de 500 000 \$US dans le secteur des fumigènes et de 374 000 \$US dans le secteur des halons. La Banque a indiqué que la valeur des projets d'élimination des CFC en Malaisie et en Thaïlande a été réduite à 1,0 million \$US car la mise en œuvre complète de ces projets ne devrait débuter que pendant le deuxième trimestre de 2001.

9. En ce qui concerne les projets nationaux d'élimination de la Malaisie et de la Thaïlande, les quantités à éliminer en 2000 n'étaient «pas disponibles» tandis que les estimations pour les projets proposés après 2000 représentaient 1 800 tonnes PAO pour chacun des pays. La Banque a précisé que le montant demandé pour la première année du projet dans ces pays est surtout utilisé pour payer les coûts de l'assistance technique associée aux stratégies et qu'aucune élimination directe n'est associée à ces coûts.

Nouvelles activités ne portant pas sur des investissements

10. La Banque demande 170 000 \$US de plus pour de nouvelles activités ne portant pas sur des investissements dont une stratégie globale d'élimination des CFC dans le sous-secteur des inhalateurs à doseur (70 000 \$US) et une mise à jour du programme de pays en Jordanie (50 000 \$US) et en Uruguay (50 000 \$US).

Mise à jour du programme de pays (Uruguay – 50 000 \$US)

11. L'étude de marché devant servir à l'élaboration d'un plan national pour l'élimination des SAO restantes a été achevée en juillet 1998 au coût de 23 000 \$US, plus les coûts des agences. La vérification des données prévues au projet a été plus longue que prévue. Le PGF de l'Uruguay a été proposé à la vingt-septième réunion du Comité exécutif, au mois de mars 1999, qui a approuvé les activités du PGF. La dix-huitième réunion du Comité exécutif a accordé la somme de 54 000 \$US au PNUD pour élaborer un «Projet d'élimination complète dans le secteur des aérosols». Le projet de renforcement des institutions de l'Uruguay a été établi à la dixième réunion et renouvelé à la vingtième et la vingt-cinquième réunions.

12. Le programme de pays initial a été approuvé et mis en œuvre par le PNUD au coût de 25 444 \$US. Le Comité exécutif a approuvé 31 activités en Uruguay, dont des activités pour les quatre agences d'exécution et deux donateurs bilatéraux.

13. La Banque précise que l'étude de marché révèle une augmentation de la demande de CFC dans le secteur de l'entretien et que les CFC sont encore utilisés dans certaines activités manufacturières. La Banque a précisé que l'étude de marché ne comprenait pas l'élaboration d'un futur plan d'action pour l'élimination de la demande résiduelle de CFC et que la mise à jour du programme proposée évaluerait la demande actuelle et proposerait des solutions pour l'élimination de la demande résiduelle.

14. Pour quelle raison demande-t-on la somme de 50 000 \$US pour la mise à jour du programme de pays alors que les fabricants restants ont été identifiés, un PGF est en cours d'exécution et que le Bureau de l'ozone peut facilement s'acquitter de cette tâche en raison de tout le travail qui a déjà été fait en Uruguay?

Mise à jour du programme de pays (Jordanie – 50 000 \$US)

15. La Jordanie a déjà reçu le financement pour le PGF proposé à la vingt-huitième réunion du Comité exécutif, qui a approuvé les activités du projet national de récupération et de recyclage. De plus, la Jordanie a eu droit à un projet de banque des halons et un projet d'élimination complète du bromure de méthyle à la dernière réunion du Comité exécutif. Le

projet de renforcement des institutions de la Jordanie a été établi à la septième réunion et renouvelé à la vingt-deuxième et la vingt-huitième réunions.

16. Le registre des projets approuvés indique que la Banque mondiale a approuvé et mis en œuvre le programme de pays initial de la Jordanie au coût de 111 654 \$US. De plus, la vingt-deuxième réunion du Comité exécutif a accordé à la Banque la somme de 30 000 \$US pour la préparation d'un projet d'élimination de la consommation de CFC non compris dans le programme de pays initial. Le Comité exécutif a approuvé 51 activités en Jordanie pour les quatre agences d'exécution et deux donateurs bilatéraux.

17. La Banque a indiqué que les utilisations résiduelles des CFC se font surtout dans les PME et le secteur de l'entretien, et que la mise à jour du programme de pays permettrait au gouvernement de la Jordanie de préparer une approche visant à identifier les utilisateurs et d'élaborer une stratégie d'élimination de la consommation de CFC.

18. Pour quelle raison demande-t-on la somme de 50 000 \$US pour la mise à jour du programme de pays alors qu'un PGF est en cours d'exécution et que le Bureau de l'ozone peut facilement s'acquitter de cette tâche en raison de tout le travail qui a déjà été fait en Jordanie?

Stratégie globale pour l'élimination des CFC dans le sous-secteur des inhalateurs à doseur (70 000 \$US)

19. Le Comité exécutif pourrait souhaiter déterminer s'il convient d'établir une stratégie pour le sous-secteur des inhalateurs à doseur à l'heure actuelle compte tenu du fait que la consommation de SOA dans les inhalateurs à doseur dans les pays non visés à l'article 5 est encore considérée comme une utilisation essentielle.

Indicateurs de rendement

20. Le tableau 1, ci-dessous, propose un sommaire des indicateurs de rendement des projets d'investissement de la Banque mondiale. Les indicateurs de rendement de la version définitive du plan d'activités de la Banque mondiale ont été modifiés comme suit par rapport au projet de plan d'activités :

- Les coûts de préparation de projets ont été réduits de 4,6 % à 3,2 % pour les projets d'élimination complète qui seront proposés en 2001.
- La valeur moyenne du rapport coût-efficacité du nouveau portefeuille est plus élevée (3,57 \$US/kg) que dans le projet de plan d'activités (2,6 \$US/kg). Cette différence est surtout attribuable à la révision des calculs du niveau d'élimination associé au plan des halons en Chine.
- Réduction de 19 919 tonnes PAO à 14 217 tonnes PAO de la valeur du PAO des projets approuvés (différence de 5 702 tonnes PAO). Cette différence est aussi attribuable à la révision des calculs du niveau d'élimination associé au plan des halons en Chine.

Tableau 1
Indicateurs de rendement des projets d'investissement

ÉLÉMENTS	Objectifs pour l'an 2000
Indicateurs pondérés	
PAO éliminé dans le cadre de projets déjà approuvés (tonnes PAO)	12 585
Fonds décaissés (\$US)*	72 876 000
Réception de rapports d'achèvement de projets satisfaisants (pourcentage)	100 %
Répartition des projets parmi les pays dans les plans d'activités (nombre)	14
Indicateurs non pondérés	
Valeur des projets à approuver (\$US)*	52 220 000
PAO des projets à approuver (tonnes PAO)	14 217
Coûts de la préparation des projets (pourcentage du montant proposé)	3,2%
Seuil de coût-efficacité des projets à approuver en 1999 (\$US/PAO en kg)	3,57 \$
Délai jusqu'au versement des premiers décaissements (mois depuis l'approbation)	24 mois
Délai jusqu'à l'achèvement du projet (mois depuis l'approbation)	38 mois
Émission/réduction nette du PAO attribuable aux retards d'exécution/achèvement hâtif (tonnes PAO)	7 800

Comprend les coûts des agences mais pas la surprogrammation

21. Le tableau 2, ci-dessous, présente les indicateurs de rendement des projets non fondés sur des investissements de la Banque mondiale. Ces indicateurs de rendement sont les mêmes que dans le projet de plan d'activités.

Tableau 2
Indicateurs de rendement des projets non fondés sur des investissements

ÉLÉMENTS	Objectifs finaux du plan d'activités
Indicateurs pondérés	
Nombre de projets à achever	4
Fonds décaissés (\$US)	1 911 000
Délai jusqu'au versement des premiers décaissements (mois depuis l'approbation)	19 mois
Délai jusqu'à l'achèvement du projet (mois depuis l'approbation)	33 mois
Indicateurs non pondérés	
Politiques pertinentes et opportunes entreprises par les pays à la suite du réseautage, de la formation, de l'échange d'information, de l'élaboration du programme de pays et/ou du renforcement des institutions (nombre de pays)	Politiques précises recensées dans 4 pays
Réduction des SOA en sus de celle réalisée dans le cadre des projets d'investissement (tonnes PAO)	20 provenant des projets de récupération et de recyclage

Comprend les coûts des agences

Questions de politiques et financières

22. Comme elle le mentionne dans son projet de plan d'activités, la Banque mondiale demande au Comité exécutif d'examiner la possibilité de prévoir un financement indépendant pour le secteur de la production. La Banque estime qu'un financement indépendant pour le secteur de la production s'impose car si les projets du secteur de la production de l'Argentine devaient être approuvés, le financement nécessaire à ces projets dépasserait 50 % des sommes qui lui seront allouées au cours des 10 prochaines années.

23. La Banque mentionne aussi son intention de proposer un plan national d'élimination des CFC pour la Malaisie et la Thaïlande. La Banque précise que ces deux activités soulèveront sans doute des questions de politique que le Comité exécutif devra examiner. Le plan de secteur pour l'élimination de la consommation de SAO dans le secteur de la réfrigération de la Turquie et le projet de réfrigération dans les trains au Pakistan pourraient également soulever des questions de politique.

RECOMMANDATIONS

Le Secrétariat recommande que le Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances :

1. Détermine, à la lumière des observations du Secrétariat et après avoir pris connaissance du rapport de la Banque mondiale sur les mises à jour des programmes de pays de l'Uruguay et de la Jordanie, et de l'étude globale sur les inhalateurs à doseur, si les activités ajoutées depuis la présentation du projet de plan d'activités de la Banque mondiale à la vingt-neuvième réunion du Comité exécutif doivent être intégrées à la version définitive du plan d'activités de la Banque mondiale.
2. Recommande au Comité exécutif d'appuyer le plan d'activités de la Banque mondiale pour l'an 2000 en prenant note que l'approbation du plan d'activités ne signifie pas automatiquement l'approbation des projets qu'il contient ni des niveaux de financement correspondants, compte tenu de la recommandation 1, ci-dessus.
3. Recommande que le Comité exécutif approuve les indicateurs de rendement de la Banque mondiale présentés aux tableaux 1 et 2 sous la rubrique des observations du Secrétariat du Fonds.